



C E T R I

ANALYSE 2015  
9 décembre

Centre tricontinental

## GUATEMALA : UN MOUVEMENT DES FEMMES FORT, DIVERSIFIÉ ET POLYPHONIQUE

Ana Silvia Monzón

**Après les années de guerre, le mouvement des femmes, d'abord composé principalement de femmes métisses de la classe moyenne de la capitale, et centré sur la défense des droits humains, s'est ouvert, non sans tension, aux femmes indigènes et rurales, et à la mise en avant des droits sexuels et collectifs, et à la protection des territoires contre l'« extractivisme ». Depuis 2012, le conservatisme s'est renforcé, et affecte la lutte des femmes.**

Durant près de quarante ans, la société guatémaltèque a été soumise à une succession de régimes autoritaires, civils et militaires, qui gouvernèrent selon une politique de contre-insurrection, considérant comme « ennemi interne » toute personne ou groupe exprimant un mécontentement ou une position ouvertement critique (Epe, Matthias y Kepfer, José R., 2014). 200000 tués, 45000 disparitions forcées, des centaines de milliers de personnes déplacées ou exilées, 9411 femmes victimes de violences sexuelles (dont 90% sont indigènes et 10% *ladinas*<sup>1</sup> (REMHI, 2000)... ces quelques chiffres rendent compte de l'horreur vécue par plusieurs générations. Et cette horreur a laissé des traces au sein de la société : d'un côté, la peur et l'apathie, de l'autre, la résistance.

### Condition de la femme au Guatemala

Au milieu des années 1980, suite à une des périodes les plus violentes de notre histoire, un processus politique initia le retour à un régime civil, bien que sous tutelle militaire. Une Assemblée constituante rédigea en 1985 une nouvelle Constitution, qui incorpora le principe d'égalité, et stipula : « *Au Guatemala, tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et en droits. L'homme et la femme, peu importe son état civil, ont des opportunités et responsabilités identiques, nul ne peut être soumis à la servitude ou à toute autre condition qui atteint sa dignité* ».

Bien que cette reconnaissance formelle soit importante, le chemin est encore long pour que la société concède aux femmes leur entière citoyenneté. La culture dominante a en effet des traits misogynes et racistes, qui s'expriment à travers le mépris pour l'intégrité et la vie des femmes. De 2001 à 2013, pas moins de 7459 femmes sont décédées de mort violente (Monzón, 2014). De janvier 2012 à mars 2015, l'Institut national de sciences Dorenses – INACIF a réalisé, dans le cadre de délits sexuels, 21232 examens médicaux, dont 18794 correspondaient à des femmes (Ortiz, 2015). De plus, selon l'Observatoire en santé sexuelle et reproductive – OSAR, 1 enfant sur 5 est né d'une mère adolescente, victime de violence sexuelle, et dans 90% des cas, l'agresseur fait partie de la famille – dans 30%, il s'agit du père (Contreras, 2015).

S'il y a eu des avancées dans l'éducation<sup>2</sup>, celles-ci doivent être nuancées au vu de la persistance de

<sup>1</sup>. Guatémaltèques métisses, non indigènes, dont la langue maternelle est l'espagnol.

<sup>2</sup>. À l'Université d'État, le seuil de 51% d'inscriptions de femmes a été atteint ces dernières années.

l'inégalité salariale et du manque d'emploi rémunéré. De plus, les taux de natalité et de mortalité maternelle sont parmi les plus élevés dans la région, ce qui limite le plein épanouissement des femmes. Enfin, peu de femmes atteignent des postes élevés au niveau de prises de décision dans la sphère politique, et le phénomène est plus négatif encore pour les femmes indigènes et métisses du milieu rural. Cette situation démontre la persistance de profonds écarts entre les sexes et les ethnies, de sorte que très peu de femmes voient leurs droits garantis, en tant que citoyennes.

### **Mouvement des femmes contemporain**

Dès la moitié des années 1980, ont commencé à surgir des espaces autonomes, des collectifs où les femmes débattaient de leur marginalisation, de la violence et de l'exclusion qui les affectaient de manière spécifique. Certaines avaient été en contact avec des groupes féministes au Mexique ou au Costa Rica. Cela entraîna une contestation de la gauche traditionnelle, à laquelle beaucoup d'entre elles s'identifiaient, qui jugeait l'affirmation selon laquelle la subordination de la femme ne revêtait pas seulement un caractère de classe et d'origine ethnique, mais aussi de genre, comme une posture porteuse de divisions.

Le mouvement des femmes au Guatemala s'est constitué, avec des avancées et des reculs, des tensions et des débats, en mouvement social, et a donné la priorité aux nécessités et demandes spécifiques des femmes. Jusqu'au début des années 1990, le mouvement était principalement composé de femmes *ladinas*, issues de classe moyenne et de la classe moyenne supérieure, et résidant dans la capitale. L'incorporation de nouvelles perspectives et voix – provenant des zones rurales, des églises, des jeunes, des femmes de diverses identités sexuelles, des femmes mayas et d'autres peuples comme les *xinkas* ou les descendants africains – débute dans les années 1990, dans le contexte particulier des cinquantième centenaire (1992) de l'invasion européenne.

Le mouvement des femmes est passé d'une étape « embryonnaire » à une définition plus élevée, de par les expériences accumulées depuis trente ans. Cependant, certaines tensions demeurent et se renforcent, limitant ainsi le débat et l'établissement d'alliances politiques. Un désaccord est lié à l'identité ethnique. Il semble en effet qu'il existe « *un fossé entre le monde des femmes métisses urbaines et celui des femmes indigènes rurales* », mis en évidence par l'ignorance mutuelle et la persistance du racisme qui imprègne les relations interethniques entre femmes.

Une autre tension découle de la position politique face à l'État. Tandis que certaines organisations donnent la priorité au dialogue et même à la collaboration avec les organismes étatiques, en vue de parvenir à des changements « depuis l'intérieur », d'autres remettent en question les fondements mêmes de cet ordre politico-institutionnel, préférant concentrer leurs efforts dans d'autres domaines, tels que l'art, la culture et la déconstruction idéologique.

### **Jalons dans la dynamique du mouvement des femmes**

Une première étape couvre une décennie – de la seconde moitié des années 1980 jusqu'à 1994 –, période durant laquelle sont initiées les articulations avec les organisations de femmes d'autres pays, notamment en Amérique centrale et au Mexique. Les luttes des femmes étaient alors étroitement liées aux demandes résultant de la fin de la guerre dans la région (dénonciation de la présence militaire, des disparitions forcées, des assassinats politiques et de la violence faite aux femmes). Trois processus parallèles, qui ne coïncident qu'en de rares moments, se distinguent durant cette phase :

Le développement d'un discours autonome, basé sur l'analyse de la situation et de l'oppression multiple des femmes. Dans cette perspective, se constituent, entre autre, un espace d'étude sur les inégalités de sexe, le Réseau de la non-violence contre la femme, et le programme radiophonique « Voix de femmes ».

La défense des droits humains par des femmes victimes du conflit armé, et dont les actions étaient liées au processus de dialogue et de négociation de paix, ainsi que la lutte pour la démilitarisation de la société.

Les exigences politiques de la culture et de l'identité maya, comme une forme de reconnaissance et de

réaffirmation de la résistance des peuples indigènes, et, par prolongement, le rôle des femmes mayas comme porteuses de cette culture. À certains moments, ce discours centré sur l'identité ethno-culturelle, est entré en conflit avec la posture féministe ; surtout avec le féminisme de l'égalité, qui a été dépeint comme occidental et porteur de divisions, lorsqu'il n'est pas ouvertement colonialiste (les femmes autochtones étant appelées en tant que disciples d'un féminisme pensé par d'autres).

Une seconde étape va de 1994 à 1999. Un changement qualitatif s'opère dans la conscience, le discours et les actions des femmes, dans un contexte où convergent la fin du conflit armé, la signature des Accords de paix et la période d'après-guerre. Les femmes guatémaltèques établissent des liens plus étroits avec les instances régionales et internationales, et se constitue, en 1994, le Secteur des femmes. Celui-ci, composé de 30 groupes de femmes métisses et autochtones, a contribué à l'intégration des besoins et intérêts des femmes, dans l'agenda des négociations et dans les textes des Accords de paix.

Une des réalisations les plus significatives dans le cadre de ces Accords fut la création de la Défense de la femme autochtone, qui constitue un espace inédit en Amérique latine, et le Forum national de la femme. Ce Forum promeut l'émergence de représentants de toutes les communautés linguistiques et des peuples autochtones, tant dans les zones urbaines que rurales. Il a recueilli, autour de la discussion des axes prioritaires, les voix d'environ 25000 femmes à travers le pays. En 1999, fut présenté au président de la République un document reprenant les principales contributions des femmes du Forum, qui seront ensuite incorporées à la Politique nationale de promotion et de développement intégral des femmes guatémaltèques. Les caractéristiques importantes de cette étape sont la maîtrise des « limites urbaines », l'émergence de groupes locaux et l'intégration de femmes indigènes, ainsi que, plus tard, l'intégration des xinkas, garifunas et afrodescendantes aux approches du mouvement des femmes. Toutefois, ce processus n'a pas été exempt de tensions ni même de ruptures.

Au cours des dernières années, des organisations se sont créées et plus de femmes sont entrées en politique, mais avec des résultats médiocres. Bien qu'avec des difficultés et demeurant marginaux, en raison des limitations imposées par les institutions, de nouveaux espaces ont été ouverts pour l'analyse critique dans la sphère académique, et un journal mensuel critique, *La Cuerda*, est né en 1998. Par ailleurs, le phénomène d'« ONGisation » s'affirme de plus en plus. Il s'agit de la formalisation des organisations sociales en termes juridiques et institutionnels, qui, par le biais des ressources économiques de la coopération, exigent de consacrer du temps et de l'énergie aux procédures administratives, généralement imposées par les organismes bailleurs de fonds. Cette dynamique contribue à la démobilisation politique des organisations de femmes.

Une troisième étape, de 2000 à 2015, se caractérise par plusieurs dynamiques et contrastes. Au cours des trois premiers cycles de gouvernement (2000-2012), quelques réalisations en termes institutionnels, juridiques et de politiques publiques ont été obtenues, comme la création du Secrétariat présidentiel de la femme et la Coordination nationale pour la prévention de la violence intrafamiliale et contre les femmes (Conaprevi). Des lois, comme celle du féminicide et autres formes de violence contre les femmes, en 2008, et celle concernant la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, en 2009, ont été votées.

Toutefois, ces progrès sont à relativiser. Lors du dernier gouvernement (2012-2015), le cadre institutionnel en faveur des femmes a été démantelé et affaibli, et les espaces de dialogue entre l'État et les organisations de femmes ont été fermés. De plus, les positions conservatrices se sont renforcées. L'échec de la mise en œuvre des Accords de paix, l'affaiblissement du système de partis politiques et l'aggravation de la pauvreté sont autant de conditions ayant affecté tous les mouvements sociaux, y compris donc celui des femmes. Les espaces, réseaux et coordinations ont dû adopter d'autres formes de travail, notamment en faisant émerger des comités et réseaux au niveau local.

Il est important de remarquer également que les femmes se sont mobilisées face à l'avancée de l'industrie extractive (par exemple, l'industrie minière, hydroélectrique et les monocultures extensives), soutenue par l'État. Ces luttes dans les territoires et au sein de la sphère politique et institutionnelle nécessitent de l'énergie et le leadership des femmes, mais la dénonciation et l'élaboration théorique empruntent de plus en plus d'autres voies, comme celles de l'art.

## En guise de conclusion

Comme tout mouvement social, le mouvement des femmes a émergé de la rencontre – et parfois du décalage – de sujets politiques, qui questionnent la réalité dans laquelle ils vivent. Une réalité marquée par le colonialisme, la violence, l'autoritarisme, la dépossession, le racisme, le machisme et les exclusions ; tous des phénomènes préjudiciables aux femmes, en général, et, plus particulièrement, aux femmes indigènes, afrodescendantes, xinkas et métisses des zones rurales.

Le mouvement des femmes vise à contrecarrer les effets les plus pervers de ce système patriarcal, raciste, capitaliste et néolibéral, à travers la construction d'une force collective et argumentative, qui remette en question la pensée hégémonique. Et cela, en reconnaissant les différences entre les femmes, en élaborant une autre histoire, et en donnant une autre signification à la notion de citoyenneté, qui leur a été niée et les a condamnées à être les plus pauvres, les plus exclues, les plus violentées.

Le mouvement des femmes, bien qu'il ait gagné du terrain dans divers domaines, n'a toujours pas réussi à atteindre les structures de pouvoir, où se chevauchent les intérêts économiques, politiques, culturels et symboliques. Cependant, au cours des trois dernières décennies, les espaces auxquels les femmes ont eu accès, au début, étroits, isolés et réduits aux organisations à portée nationale, se sont étendus et mués en une polyphonie incluant les femmes rurales, urbaines, mayas, xinkas, métisses, garifunas et afrodescendantes. Les revendications centrées sur la défense des droits humains dans le contexte de l'après-guerre, se sont ainsi étendues à l'exigence de droits sexuels, de vies sans violence, de droits collectifs et de reconnaissance épistémique.

Au cours de son évolution, le mouvement a eu recours à plusieurs types d'actions : dialogue avec l'État, plaidoyer et formation politique, création d'espaces académiques et de moyens de communication propres, expression artistique, basée sur d'autres esthétiques et langages. Le mouvement a pris les rues, protesté pacifiquement, en valorisant l'autorité, la parole et l'écriture des femmes. Nombreuses sont les tensions internes, les ruptures et les déceptions, mais les chemins ouverts, larges et généraux, attendent que les pas des pionnières inspirent beaucoup d'autres femmes à les suivre, et à aller au-delà.

## Bibliographie

Contreras V. (2015), « OSAR: 179 menores de 14 años embarazadas », *Diario La Hora*, 26 février.

Epe, Matthias y Kepfer, José R. (2014), *El enemigo interno en Guatemala*, Guatemala, CAFCA.

Monzón A. S. (2014), *Informe regional sobre violencia contra las mujeres: una cuestión de seguridad ciudadana*, Guatemala, DIAKONIA.

Ortíz G. (2015), « De 21 mil 232 violaciones sexuales, solo se lograron 1 mil 275 sentencias », *Diario La Hora*, 7 mai.

Recuperación de la Memoria Histórica – REMHI (2000), *Informe Guatemala. Nunca Más*, <http://www.derechoshumanos.net>.

**Ana Silvia Monzón est sociologue, chercheuse féministe et docteure en sciences sociales pour le Programme centre-américain de troisième cycle FLACSO-Guatemala.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

